

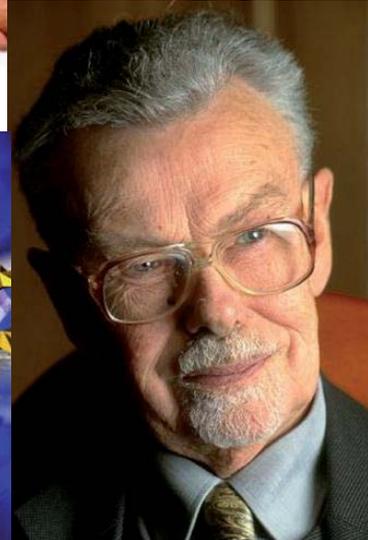


Jan Kulakowski...
un vrai militant
de l'Europe p.14

Jan Kulakowski...
a true militant for
Europe p.15

Folio 59

décembre 2011



20 ans déjà ! par Jean Lapeyre
Already 20 Years! by Jean Lapeyre

Prochaine Rencontre Iipse à Dublin
Next Iipse Meeting in Dublin

Changer de paradigme, par Christophe Degryse et Philippe Pochet

A New Paradigm, by Christophe Degryse and Philippe Pochet

L'OCDE ne serait plus la grande muette du social
The OECD would not be silent on social issues anymore

La CES pour un protocole social

The ETUC demand a Social Progress Protocol

Édito

3 - Une année qui s'achève, ce n'est pas nouveau ; un monde qui disparaît, mais quel renouveau ?

3 - *Another year over, pop the Champagne; A world disappearing, but what's to remain?*

A propos

Dialogue social

4 - 20 ans déjà ! par Jean Lapeyre

5 - *Already 20 Years!* by Jean Lapeyre

Folioles

L'Ipse en action

7 - Prochaine Rencontre Ipse à Dublin

7 - *Next Ipse Meeting in Dublin*

7 - Foliocollection - XXXVIIe Rencontre Ipse de Varsovie

Adhérents

7 - Conférence sur la solidarité à l'INPC

8 - En France, la retraite a 60 ans, 50 ans aussi pour tous

8 - Signez la pétition de la Mutualité française !

Dialogue

Union européenne

9 - *Changer de paradigme*, par Christophe Degryse et Philippe Pochet

10 - *A New Paradigm*, by Christophe Degryse and Philippe Pochet

Echotiers

Retraite

12 - L'Europe à l'heure de la réforme des retraites

13 - *Europe in the Age of Pension Reform*,

Hommage

14 - Jan Kulakowski...un vrai militant de l'Europe, par Jean-Pierre Bobichon

15 - *Jan Kulakowski...un vrai militant de l'Europe*, par Jean-Pierre Bobichon

Inégalités/social

16 - L'OCDE ne serait plus la grande muette du social

16 - *The OECD would not be silent on social issues anymore*

16 - La CES pour un protocole social

16 - *The ETUC demand a Social Progress Protocol*

Reflets d'Europe

Démocratie

17 - « La vente et l'achat de voix sont des crimes »

17 - *Dans le sud de l'Italie, un village déserté reprend vie en accueillant des migrants*

17 - *A deserted village in southern Italy back to life by welcoming migrants*

Culture

18 - Musée d'histoire militaire de Dresde : une autre vision de la guerre

18 - *Dresden Museum of Military History: another vision of war*

18 - Les neiges du Kilimandjaro - Prix Lux 2011

18 - *The Snows of Kilimanjaro - LUX Prize 2011*

Foliothèque

19 - A lire...

et aussi

20 - Communiqué de presse du 9^e Colloque professionnel Ipse

Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. 33 1 40 37 13 88 - Fax : 33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 59

décembre 2011 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :

Dominique Boucher

Rédacteurs :

Dominique Boucher, Simon Loréal,
Jean-Pierre Bobichon,
Jean Lapeyre, Christophe Degryse et Philippe Pochet

Traductions :

Simon Loréal et Corporate Editions

Dessins :

Jean-Pierre Terrien tél. 09 79 20 55 59
contact@in-medias.fr
http://www.atraitdessin.com

Conception, réalisation et impression :

Lillianne Camard

AGENDA folio 59

Commission CSA

Mercredi 4 janvier à 9h30

Comité exécutif

Jeudi 5 janvier à 9h30

Commission Europe

Mardi 17 janvier à 9h30

Conseil d'Administration

Mercredi 18 janvier à 9h30

Commission Synergie

Mercredi 15 février à 9h30

Une année qui s'achève, ce n'est pas nouveau ; un monde qui disparaît, mais quel renouveau ?



Dominique Boucher, délégué général de l'Ipse

Another year over, pop the Champagne; A world disappearing, but what's to remain?

En cette fin d'année 2011, nous vivons une période de notre histoire où se mêlent un sentiment anxieux des plus partagés et expressions de sauve-qui-peut, émanant tant des Etats, des corps intermédiaires que des individus, ceux-ci tous tentés ou succombant à l'ultra-consumérisme.

«L'homme a le sentiment d'être à bord d'un bolide dont il a perdu le contrôle» (Frédéric Lenoir), mais il fonce ! Bien sûr, tous n'ont pas les mêmes véhicules et certains en ont plus. Mais malgré l'accentuation dramatique des inégalités et les bouleversements de nos modes de vie font de **l'homme une personne incapable de se projeter dans le futur pour faire face aux défis nouveaux**. A force d'oublier l'essentiel pour l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel. La spéculation internationale confond un illusoire ou éphémère «bien-être» purement matériel, avec le partage et la pensée: le «bien-vivre» !

La croissance, à supposer qu'elle revienne, ne dépasserait guère selon les meilleures augures 2% ... Inadéquante à résoudre la question de l'emploi puisque voulue rapide.

Croître demande plus de temps. Si les grands arbres n'atteignent pas le ciel, ceux qui sont le fruit du travail perdurent et apportent des richesses à long terme. **Réviser les indicateurs, les paramètres de la croissance, appellent à des ruptures, des changements de paradigme, en renouant avec des visions où les générations à venir ne sont pas les improbables créanciers de nos dettes économiques, financières et écologiques.**

Tous les dirigeants admettent aujourd'hui que la gravité de la crise est telle que les mesures prises sont trop ponctuelles. Selon l'économiste Philippe Dessertine, « il faut aller plus loin et s'attaquer au fond du problème [...] au risque sinon, en multipliant les sommets, de ne même plus parvenir à trouver de solutions d'urgence [...] La disparition de l'euro, c'est envisager une guerre mondiale ». Pour Juan Somavia, directeur général du BIT, « ce sont les inégalités qui ont affecté la croissance ». Depuis ces « 30 dernières années, la logique du modèle de croissance qui ne fonctionne plus [...] a été fondée sur la réduction des impôts, sur la flexibilisation du marché du travail [...] sur la dérégulation ». Or, « **ce qui est en jeu, c'est la confiance des citoyens sur la gestion de nos démocraties** ».

L'Ipse, dont le cœur de métiers et le **projet mobilisateur est la protection sociale et la solidarité**, promeut le mutualisme et le paritarisme, la coopération, parce que efficaces comme modèle économique, juste par la redistribution, démocratique par son modèle de gouvernance et surtout long-termiste.

Ainsi, en se jouent des contradictions de cette crise susceptible d'être opportunité, nous pouvons concourir à un renouveau social, sociétal, humaniste et spirituel en remplaçant la conscience, l'estime de soi et surtout de l'autre comme valeurs propices à l'action. ■

As 2011 comes to a close, we see ourselves in a period of history wherein a collective feeling of anxiety is merging with an every-man-for-himself philosophy. Where do such notions come from? Nations and other bodies, but also individuals surrendering to the lure of ultra-consumerism.

In the words of Frédéric Lenoir, «People feel like they are in a race-car that is out of control», but they continue hurtling onward! Of course, we do not all have the same vehicle, and there are those who have none at all. But aside from the dramatic rise in inequality, the sweeping transformation of our way of life makes us incapable of anticipating the future and rising to the new challenges it presents. We have become so used to overlooking the basics and focusing on urgent matters that we have lost sight of how urgent the basics really are. In its pursuit of prosperity, international speculation mistakes the material pseudo-satisfaction it calls "well-being" for true quality of life: thinking and sharing.

Even the most optimistic forecasts predict no more than 2% growth, if indeed we see renewed growth at all. This would not be adequate to solve the employment problem, sacrificed on the altar of "fast growth".

True growth takes longer. Even the tallest trees never touch the sky, but those that are nurtured endure and provide fruit year after year. Revising the indicators and parameters of growth calls for innovative ideas and paradigm shifts. The alternative is leaving future generations to pay our economic, financial and ecological debts.

Today, all leaders acknowledge that faced with a crisis of such severity, our response is too limited. According to economist Philippe Dessertine, "We must go deeper and address the root of the problem [...] otherwise, with ever-more summits we won't(even be able to find emergency solutions [...] The end of the euro would make it possible to envisage world war". Juan Somavia, Director General of the International Labor Organization (ILO), observes that "inequalities have hurt growth". For the "past 30 years, we have used a growth model that no longer works. That model was founded on tax cuts, deregulation and increased labor market flexibility". And now, "what is at stake is no less than citizens' confidence in the management of our democracies".

Solidarity and social protection are at the very heart of IPSE's work. We promote mutualism, paritarianism and cooperation because they represent an efficient economic model, a just system of redistribution, a democratic mode of governance and, most of all, a long-term vision.

And so, let us use this crisis as an opportunity to work together for a social, societal, spiritual and humanistic revival, reaffirming values that lead to action: conscience, self-esteem and especially respect for each other. ■

20 ans déjà !



Par Jean Lapeyre, chargé de mission Europe pour Syndex, ancien secrétaire général adjoint de la confédération européenne des syndicats

C'est le 31 octobre 1991 que les partenaires sociaux européens, la CES pour le mouvement syndical, l'UNICE pour les employeurs du secteur privé et le CEEP pour les entreprises à participation publique ont conclu un accord historique définissant le rôle des partenaires sociaux dans la construction de la dimension sociale de l'Union Européenne. Cet accord allait devenir quelques mois plus tard un élément majeur du Protocole social du Traité de Maastricht. Les partenaires sociaux européens sont donc les seules organisations en dehors des Chefs d'Etat et de Gouvernement à avoir écrit des éléments du Traité.

Mais en quoi cet accord était-il révolutionnaire ?

Jusque là les partenaires sociaux n'étaient que des lobbyistes, mais l'arrivée en 1985 de Jacques Delors à la Présidence de la Commission Européenne allait profondément changer cette situation. En effet si

celui-ci est obligé de relancer une Europe léthargique par l'idée du Grand Marché qui ne comporte pas d'aspects sociaux il sait que ce déséquilibre doit-être compensé. Il pense qu'un des éléments de ce rééquilibrage est de donner aux partenaires sociaux un espace de dialogue qui doit conduire à un espace de négociation afin de construire la dimension sociale à ce Grand Marché. Jacques Delors est grand homme d'Etat mais il n'est pas un étatiste. Sa formation, ses convictions, son engagement dans le mouvement syndical français l'ont rendu profondément convaincu que les acteurs sociaux sont des acteurs absolument complémentaires du rôle que l'Etat doit assumer pour garantir les droits fondamentaux et créer l'encadrement législatif permettant aux partenaires sociaux de développer leurs relations contractuelles. Je dois dire que la Confédération Européenne des Syndicats était en profonde syner-

gie avec Delors sur cette stratégie. C'est donc dès son arrivée à Bruxelles que Jacques Delors met en place le Dialogue Social européen. La première phase de ce dialogue social a été une période d'initiation et d'apprentissage. Il n'était pas évident qu'un patron grec comprenne un syndicaliste danois... Il fallait donc apprendre à comprendre les systèmes de relations sociales de nos pays établis sur des histoires différentes et des processus diversifiés. Il n'était pas pensable de construire un système de relations industrielles supra national européen sans comprendre et respecter ces histoires et processus au risque de faire un système non opérationnel. Il n'était pas question non plus d'adopter au niveau européen tel ou tel système national, allemand, français ou italien. Cette étape initiale a donc permis de créer une culture commune de relations sociales entre les syndicats et les employeurs européens.

Au-delà de cette phase initiale la Charte Communautaire des Droits Sociaux des Travailleurs adoptée à Strasbourg durant la Présidence française en décembre 1989 et le programme d'action sociale établi en parallèle ont créé un déclic dans la tête des entreprises. Elles ont compris que la politique menée jusque là, d'obstruction à la politique sociale pouvait être contournée, grâce à l'Acte Unique de 1987, par le vote à la majorité qualifiée, et que de nouvelles propositions dans le domaine social commençaient à prendre corps. Il était donc nécessaire que les partenaires se situent comme acteurs, si on ne voulait pas que le législateur fasse tout et que parfois il le fasse plus mal que les acteurs directement responsables dans l'entreprise, les employeurs et les syndicats. C'est de cette nécessité qu'est né le groupe de négociation des partenaires sociaux en janvier 1991 avec la volonté de contribuer à la réforme du Traité européen.

Depuis cet accord intégré dans le Protocole Social de Maastricht (puis intégré en 1997 dans le Traité) la Commission est obligée de consulter préalablement les partenaires sociaux sur toute initiative sociale, d'abord pour les interroger sur la pertinence de cette initiative communautaire, ensuite pour avoir un

avis sur ce qu'il convient de faire avec la possibilité pour ceux-ci d'ouvrir une négociation suspendant l'initiative législative. Un accord conclu peut-être proposé par les partenaires sociaux à la Commission pour lui donner une force de loi à travers une décision du Conseil européen. Mais il faut préciser que ni la Commission, ni le Conseil, ni le Parlement Européen ne peuvent toucher un seul mot de l'accord. Il est à prendre ou à laisser (cela n'est malheureusement pas le cas en France qui a imparfaitement copié le système européen car il permet au législateur de bidouiller l'accord des partenaires sociaux). Cette extension *erga omnes* a été le cas pour les accords européens sur le congé parental, le travail à temps partiel, les contrats à durée déterminée au niveau interprofessionnel ou le temps de travail dans les transports aérien, maritime et ferroviaire ou les accidents de piqures ou de coupures dans les hôpitaux qui sont devenus des Directives européennes.

Les partenaires sociaux sont donc devenus des « producteurs » de normes sociales conventionnelles complémentaires aux normes législatives. On a ainsi inventé un modèle de négociation original. Cela a permis d'engager une harmonisation du champ social européen en res-

pectant les diversités nationales mais en créant des convergences vers le haut par des normes minimum et en évitant que nos différences, encore plus grande avec l'élargissement rapide de l'UE, ne soient des éléments de divergences et des espaces de dumping social.

Ce dialogue social s'est développé au niveau interprofessionnel mais aussi au niveau des secteurs professionnels avec maintenant 44 secteurs organisés entre employeurs et syndicats.

Les partenaires sociaux ont maintenant un programme de travail autonome négocié tous les 4 ans et ont développé un champ d'accords autonomes mis en œuvre directement par les partenaires sociaux nationaux avec des résultats intéressants sur le Télétravail, le stress...

La période de crise ne facilite pas ce dialogue social européen avec un repli des organisations syndicales sur leurs situations nationales mais il reste pertinent justement pour créer les convergences sociales nécessaires dans les 27 pays de l'Union Européenne. Cela est en tout cas l'enjeu exprimé lors de la conférence organisée par la Présidence polonaise avec la Commission Européenne et les partenaires sociaux les 24 et 25 novembre à Varsovie. ■

20 years already !

On October 31, 1991, European social partners concluded a historic agreement to define their role in the construction of the social dimension of the European Union. ETUC represented the trade union movement, UNICE represented private sector employers and CEEP represented enterprises with public participation. A few months later, this agreement would become

a major feature of the social protocol of the Maastricht Treaty. With the exception of Heads of State or Governments, European social partners are thus the only organizations to have participated in drafting the Treaty.

But how was this agreement revolutionary?

Until that time, social partners were mere lobbyists. However, the situa-

tion changed considerably when Jacques Delors assumed the presidency of the European Commission in 1985. The new EC President realized the need to revitalize a lethargic Europe through the idea of a Great Market with no social aspects, but he also knew that this imbalance had to be offset. He thought that one element of this balancing process would be to provide social partners with

a forum for dialogue. This would in turn become a forum for negotiation to build the social dimension of this Great Market. Jacques Delors is a great statesman, but not a statist. His training, convictions and his commitment to the French trade union movement deeply convinced him that social actors complement the role that the state must play to guarantee fundamental rights and create the legislative framework necessary for social partners to develop their contractual relations. I must add that on this strategy, the European Trade Union Confederation was in perfect synergy with Delors.

Upon his arrival in Brussels, Jacques Delors implemented European social dialogue. The first phase of this social dialogue was a time of learning and initiation. It was not necessarily easy for a Greek manager to understand a Danish union leader. Everyone thus had to learn to understand our various countries' systems of social relations, all built on different histories and varies processes. For a supranational European system of industrial/labor relations to be operational, it had to take into account and respect these histories and processes. It would not be possible to implement a German, French, Italian or other national system at the European level. This first step thus led to the creation of a common culture of social relations among European employers and trade unions.

Following this initial phase, the Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers, adopted in Strasbourg in 1989 under the French presidency, and the social action program established at the same time, triggered a change in businesses' mindsets. They understood that thanks to the 1987 Single European Act (SEA), a qualified majority vote could now sidestep the obstacles to social policy that had long been in place. New proposals in the social realm were beginning to take shape.

It was becoming necessary for partners to establish themselves as actors; otherwise policy would be made solely by legislators, who could do more harm than those groups directly responsible within companies: employers and trade unions. Due to this necessity the social partners' negotiation group came into being in 1991, eager to contribute to reforming the European Treaty.

Since this agreement, integrated into the Maastricht social protocol (then integrated into the Treaty in 1997), the Commission has been required to consult with social partners prior to any social initiative. It must first investigate the relevance of the community initiative, and then call for the views of social partners on the appropriate action to be taken, with the possibility for social partners to engage in negotiations suspending the legislative initiative. An agreement may be concluded and proposed to the Commission by the social partners, to give it legal force through a decision of the European Council. But it must be noted that neither the Commission, nor the Council, nor the European Parliament can modify a single word of the agreement. They must take it or leave it (this is unfortunately not the case in France, which produced an imperfect copy of the European system that allows legislators to alter social partners' agreements). This erga omnes extension came into force for European agreements on parental leave, part-time employment and fixed-term contracts at the interprofessional level. It also influenced the organization of work time in the rail, marine and air transportation industries and regarding cutting or pricking accidents in hospitals, which have become European directives.

Social partners have become "producers" of conventional social standards to complement legislative standards. A novel negotiation model was thus invented. This has led to

harmonization of the European social field. National diversity has been respected, but policies have converged upwards through minimum standards. Although our differences are always growing due to rapid EU enlargement, we have avoided letting them become elements of discord or opening areas for social dumping.

This social dialogue developed at the interprofessional level, but also at the level of professional sectors, with 44 sectors currently organized between employers and trade unions.

Social partners now have an autonomous work program that is negotiated every four years. They have also developed an assortment of autonomous agreements implemented directly by national social partners, and which have produced interesting results regarding teleworking, stress, etc.

The economic crisis leads trade unions to focus on their national situations, a phenomenon that tends to impede social dialogue. Such dialogue nonetheless remains relevant to create the necessary social convergence throughout the 27 countries of the European Union. This was the issue highlighted at the conference organized on November 24 and 25 in Warsaw by the Polish presidency, along with the European Commission and social partners. ■



Prochaine Rencontre Ipse à Dublin

La XXXVIII^e Rencontre Ipse se tiendra les 4 et 5 octobre 2012 à Dublin (Irlande), où nous serons reçus par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail - Loughlins town house.

Cette Rencontre abordera spécifiquement la question de la protection sociale face aux plans d'austérité.

Alors que l'approfondissement des crises a conduit de très nombreux Etats membres de l'Union européenne à donner la priorité absolue à des plans d'austérité budgétaire, principalement



concentrés sur la remise en cause des politiques sociales et au premier chef de la protection sociale, l'objectif de cette XXXVIII^{ème} Rencontre Ipse est en premier

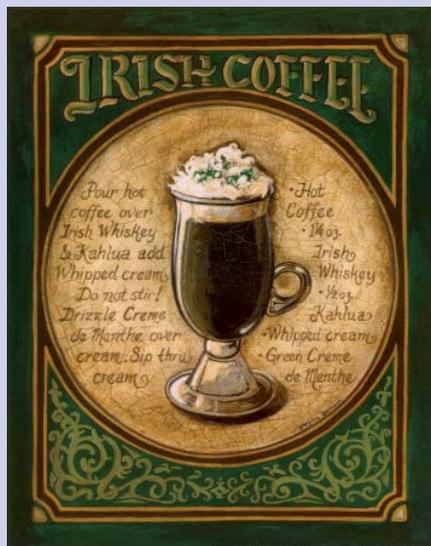
lieu d'examiner les raisons qui conduisent à adopter ces plans d'austérité sociale et se veulent les justifier. Ce sera également l'occasion d'analyser

les évolutions perceptibles et de réfléchir à la recherche de nouveaux paradigmes d'alternative puisant à la source de nos équilibres sociaux et non les détruisant. Davantage d'informations seront disponibles à propos cette manifestation prochainement. ■

Next Ipse Meeting in Dublin

The 38th Ipse Meeting will be held on October 4 and 5, 2012 in Dublin (Ireland), where we will be received by the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions - Loughlinstown house. This meeting will address specifically the issue of social protection against the austerity plans.

While the deepening crisis have led many Member States of the EU to give priority to fiscal austerity plans, mainly focused on the sacrifice of social policy and primary the social protection, the aim of the 38th Meeting Ipse is primarily to examine the reasons of these



social austerity. It will also be an opportunity to analyze the visible trends and think, in search of new paradigms of an alternative drawing from the source of our social balance and not destroying it.

More information about this event will be available soon. ■

Foliocollection XXXVIIe Rencontre Ipse de Varsovie

L'Ipse vient de publier les actes de la XXXVIIe Rencontre qui s'est tenue à Varsovie les 4 et 5 juillet 2011 sur le thème « L'individu, le collectif, au cœur des nouvelles solidarités ». Cette Rencontre a permis de réfléchir sur la prise en compte de la personne et du collectif au sein de nos systèmes de protection sociale solidaires et sur les défis pour concilier et renforcer ces deux valeurs qui peuvent paraître antagonistes, compte tenu des évolutions sociétales et systémiques actuelles.

Les actes sont disponibles sur demande à l'Ipse. ■

Conférence sur la solidarité à l'INPC

A l'occasion d'une conférence-débats, l'Institut National de Prévoyance Collective (INPC) a reçu, le 30 novembre dernier à Paris, M. **Henri Pena-Ruiz**, philosophe et professeur. M. Pena-Ruiz, fervent défenseur des valeurs de solidarité, a présenté son dernier ouvrage « La solidarité, une urgence de toujours ».

Selon lui, tout Homme est d'abord solitaire, mais impliqué dans l'aventure humaine et lié aux autres dans un corps solide. Dès lors, toute atteinte à la vie ou à la dignité d'un être humain appelle à la solidarité. Henri Pena-Ruiz identifie ainsi cinq grandes formes de solidarité : cosmopolitique, écologique, sociale, laïque et culturelle. ■



Signez la pétition de la Mutualité française !

Suite à la décision du gouvernement de doubler la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables (de 3,5% à 7%), la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) a lancé en septembre 2011 une pétition pour demander le retrait de cette mesure. Cet impôt risque en effet de dégrader l'accès au soin et la protection sociale 38 millions de Français qui adhèrent à une mutuelle. Mi-décembre, déjà près de 650.000 personnes avaient signé cette pétition pour dénoncer cet « impôt sur la santé ». ■

Signez la pétition sur : <http://www.mutualite.fr>

UN IMPÔT SUR NOTRE SANTÉ? C'EST NON!

Non à la dégradation de l'accès aux soins.
Le gouvernement a décidé de doubler la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables. Les mutuelles sont des organismes à but non lucratif. Tout l'argent des cotisations de leurs adhérents est consacré à l'organisation de leur protection sociale. Elles ne servent pas de dividendes à des actionnaires. Taquer les mutuelles, c'est taquer 38 millions de Français.
C'est créer un nouveau impôt sur la santé.
C'est dangereux : de plus en plus de nos concitoyens renonceraient aux soins pour des raisons financières. Ce nouveau impôt a pour effet implacable de dégrader ou d'empêcher l'accès aux soins.
C'est injuste : alors que le taux de remboursement par la Sécurité sociale des soins de ville (médecin généraliste, chirurgie, dentaire...) est descendu à 55 %, avoir une mutuelle est aujourd'hui essentiel pour chaque Français.
Une mutuelle n'est ni un privilège, ni un signe extérieur de richesse.

Les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de renoncer à affaiblir encore une fois la protection sociale des Français et de renoncer à l'impôt sur la santé.

www.mutualite.fr/petition

En France, la retraite a 60 ans, 50 ans aussi pour tous

En cette fin d'année 2011, deux grands anniversaires convenaient d'être bien fêtés, ce qui fut fait en affirmant la retraite par répartition comme perspective de solidarités renouvelées.

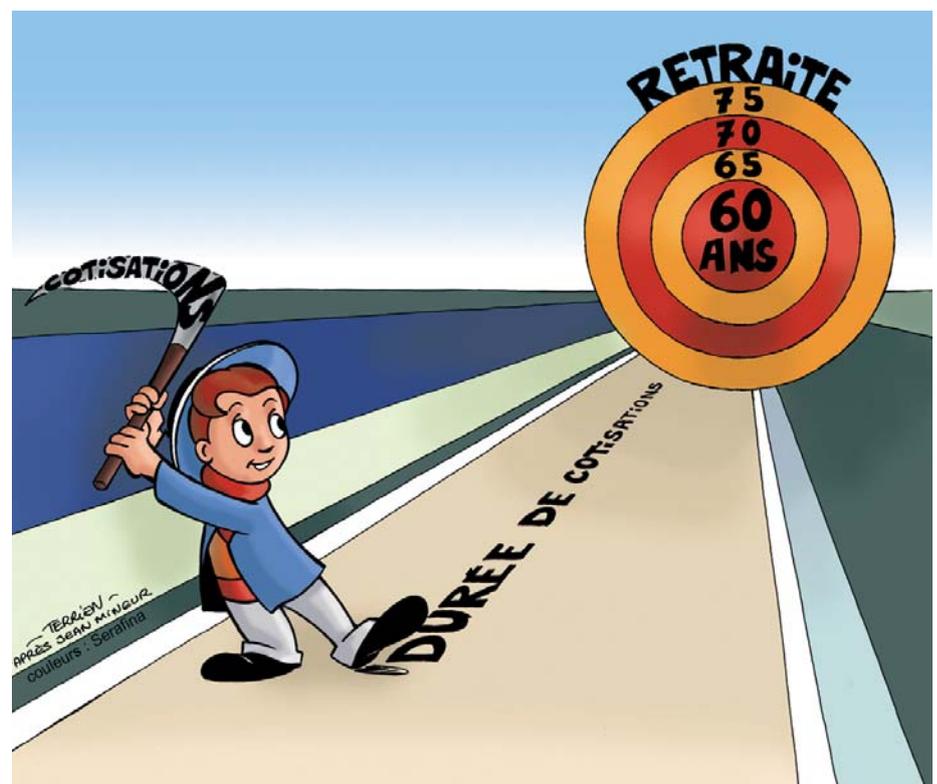
60 ans, c'est l'âge de l'AGRR – Association Générale de Retraite par Répartition – née essentiellement dans la branche du papier-carton (1951 puis 1955 par voie de convention collective).

50 ans, c'est l'Arcco – Association pour le régime de retraites complémentaire des salariés – dont la paternité revient à la convention collective du 8 décembre 1961. Tous les salariés, hors fonction publique, y cotisent ainsi que leurs employeurs.

Les cadres – spécificité française – aussi, même s'ils disposent depuis 1947 de leur retraite conventionnelle propre, l'Agirc – Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres.

Des chiffres : l'AGRR (aujourd'hui UGRR), ce sont 3,9 millions de cotisants et 2,6 millions de retraités. L'Arcco et l'Agirc, qui fédèrent l'ensemble des institutions de retraite complémentaire, ce sont respectivement 18 et 4 millions de cotisants et 11,5 et 2,6 millions de retraités.

L'AG2R La Mondiale est un adhérent historique (1989) de l'Ipse. L'Agirc-Arcco est un de nos plus grands partenaires, ce dont nous nous félicitons tous, mutualistes et paritaires. ■



Cotisations = Contributions Durée de cotisation = Period of contribution Retraite = Retirement

Changer de paradigme

En trois ans, la crise financière déclenchée par les subprime aux États-Unis s'est propagée dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE) pour se transformer en crise économique, puis en crise de l'endettement public, laquelle a ébranlé l'ensemble de la zone euro durant l'année 2011.

L'assainissement budgétaire à marche forcée décidé par l'UE a comme corollaire l'exacerbation de la crise sociale (liée à l'augmentation du chômage, à la précarisation de l'emploi, au gel voire à la baisse des salaires, des allocations sociales, etc.) mais aussi **des dérégulations massives du droit du travail** dans de nombreux pays (Hongrie, Roumanie, etc.). Ceci s'est accompagné de la relégation au second plan des exigences de lutte contre le réchauffement climatique. En trois années à peine, le cadre conceptuel et politique de l'action publique nationale et européenne a donc fondamentalement changé. Il est désormais entièrement centré sur la croissance économique, de laquelle sont attendues à la fois une résorption accélérée des déficits publics, des créations d'emplois, et une compétitivité fondée sur l'innovation verte. **Le nouveau mantra, selon la nouvelle stratégie « Europe 2020 », est celui d'une croissance « intelligente », « durable » et « inclusive ». Ce n'est pas la recherche d'un compromis équilibré entre objectifs économiques, sociaux et environnementaux, c'est l'affirmation de la prééminence de**



l'économique, auquel on colle des adjectifs censés subvenir aux autres enjeux climatiques, environnementaux et sociaux.

Autre changement fondamental d'Europe 2020 : l'intégration au cœur même de cette stratégie décennale de **l'exigence d'assainissement budgétaire et de lutte contre les « déséquilibres macroéconomiques »**. Avec la mise en place du « semestre européen » se dessine une surveillance multilatérale considérablement renforcée, mais surtout qui va au-delà de la surveillance des finances publiques pour s'immiscer dans d'autres domaines : balance courante, dette extérieure, prix, mais aussi système de formation des salaires, financement des pensions, des soins de santé, etc.

Enjeux sociaux

Dans ces processus de surveillance se dessine tout un ensemble de mesures à caractère social (« réformes structurelles ») visant d'une part à renforcer la compétitivité de l'économie, de l'autre à accélérer l'assainissement des finances publiques.

Ainsi, concrètement, il s'agit d'aligner les salaires sur la productivité ; de réviser les systèmes de négociations collectives ; d'allonger les carrières, d'adapter les systèmes de pension à l'évolution de l'espérance de vie ; etc. Dans une série de pays sont mises en œuvre des réformes du système des soins de santé, un gel voire des réductions de salaires dans le secteur public, des « rationalisations » des services publics, etc. Par ailleurs, dans cette croissance qui se dit « inclusive », une série de questions sociales importantes dans le contexte de crise actuel sont laissées de côté : qu'en est-il du travail décent, des travailleurs pauvres, de la très inégale répartition des fruits de la croissance ? Qu'en est-il de la fiscalité comme instrument de plus grande justice sociale dans le contexte actuel ? **Il ne peut y avoir de sortie de crise durable sans une réduction des inégalités.**

Une approche différente est nécessaire

Que devient la lutte contre le changement climatique dans ce nouveau contexte ? En se centrant unique-

ment sur la croissance, les aspects environnementaux sont limités à l'innovation verte, à l'exploitation optimale des ressources et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Loin d'un changement de paradigme dans la production et la consommation, il s'agit principalement de découpler la croissance de ses besoins en énergie. **La plus grande part de la stratégie Europe 2020 se fonde d'ailleurs sur cette idée : inventer une croissance moins intensive en énergie et en matières premières.**

Toutefois, plusieurs études mettent en doute que le simple découplage puisse suffire à réduire radicalement les émissions : au cours des 25 dernières années, la tendance en matière de consommation d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) a grosso modo suivi l'évolution du produit intérieur brut mondial. Soulignons qu'en 2010, l'UE a connu une augmentation de 2,4 % de ses émissions de CO₂. Par ailleurs, les investissements massifs nécessaires pour une telle politique sont absents. Le nouveau Pacte de stabilité et de croissance ne tient

pas compte des investissements verts. Alors que les premiers plans de relance étaient analysés en fonction de leurs parts d'investissements écologiques, les plans d'austérité ont dans de nombreux pays remis en cause ces acquis.

La croissance n'est pas une fin en soi. Elle peut refléter une amélioration de la vie de chacun et un progrès bénéfique pour tous, mais à certaines conditions. En particulier à la condition qu'elle réduise les inégalités et renforce la cohésion sociale. C'est ce que Robert Reich nomme le « pacte fondateur ». C'est aussi ce que montrent Wilkinson et Pickett quand, chiffres à l'appui, ils soulignent les bienfaits de l'égalité pour une série d'indicateurs sociaux et de santé.

Enquêtes et indicateurs sur de longues périodes montrent que la croissance du PIB s'est découplée de celle du bien-être dans nos sociétés développées, et ce depuis nombreuses années déjà. Au cours de ces dernières décennies, l'accroissement de la valeur ajoutée a été essentiellement capté par les

détenteurs de capitaux ; la part des salaires y étant en diminution dans la plupart des Etats. C'est la rupture du pacte fondateur. Vouloir poursuivre des politiques de croissance sans débattre de ces évolutions évite de poser des questions difficiles mais essentielles.

Tout comme vouloir poursuivre des politiques de croissance sans s'interroger sur le contenu de cette croissance. Ainsi, pour faire face au défi du changement climatique, **il ne s'agit pas de se centrer exclusivement sur la croissance du volume du PIB, mais sur l'amélioration de la qualité et de la durabilité de la production, sur l'investissement vert, sur la création d'emplois utiles et de qualité, sur le renforcement de la protection sociale pour faire face à cette transformation du modèle économique tout en réduisant les inégalités.**

« Ré-enchâsser » l'économie dans une société juste et durable tout en mettant en œuvre des mécanismes de répartition et de redistribution : voilà un objectif stratégique à long terme pour l'Union européenne. ■

Par **Christophe Degryse**, Journaliste indépendant, collaborateur à l'Observatoire social européen et rédacteur en chef de la revue *Démocratie* et **Philippe Pochet**, Directeur général de l'Institut syndical européen

A New Paradigm

In the space of three years, the financial crisis triggered by subprimes in the United States has spread through the majority of European Union (EU) countries. From a financial crisis, it developed into an economic crisis, and then a public debt crisis that rattled the entire eurozone in 2011. Accelerated budgetary consolidation

decided by the EU has exacerbated the social crisis, generating a rise in unemployment and greater job insecurity, and freezing or even reducing salaries, public benefits, etc. It has also led to massive deregulation of labor laws in several countries (Hungary, Romania, etc.). At the same time, the fight against global warming has been put on hold. In a mere three years, the conceptual and political framework of national and Europe-wide public action has undergone a fundamental transformation. Henceforth, it is centered exclusively on economic growth, with

expectations of accelerated absorption of public deficits, job creation and increased competitiveness founded on green innovation. The mantra of the new "Europe 2020" strategy is "smart", "sustainable" and "inclusive" growth. It is not a search for a balanced compromise among environmental, social and economic goals; rather, it affirms the supremacy of economic objectives, with a few postscripts to address social, environmental and climate issues. Another fundamental consequence of Europe 2020: the demand for budgetary consolidation and the

fight against “macroeconomic imbalances” are placed at the very heart of this ten-year strategy. With the implementation of the «European semester», a considerably strengthened mechanism of multi-lateral surveillance is taking shape. This mechanism goes beyond surveillance of public finances, pervading other areas such as current accounts, prices and foreign debt, as well as wage formation systems, pension and healthcare funding, etc.

Social issues

In this surveillance process, an assortment of social measures (“structural reforms”) is taking shape, aiming both to increase economic competitiveness and accelerate budgetary consolidation. Concretely, it is a matter of bringing wages in line with productivity, overhauling collective bargaining systems, extending the duration of careers, adjusting pension systems to increased life expectancy, etc. Several countries have implemented healthcare reforms, public sector wage freezes or even reductions, public service “rationalization”, etc.

Moreover, this so-called “inclusive” growth ignores a series of social questions that are important in the context of the current crisis: what about decent working conditions, the working poor or the extremely unequal distribution of the rewards for growth? What about the use of tax systems to bring about greater social justice in the current context? There can be no sustainable recovery without a reduction in inequalities.

A different approach is required

What becomes of the fight against climate change in this new context? By focusing exclusively on growth, environmental aspects are limited to green innovation, maximum

resource efficiency and reduction of greenhouse gases. Far from a paradigm shift in production and consumption, this mainly means separating growth from its energy needs. The bulk of the Europe 2020 strategy is based on this idea: inventing growth that is less energy-intensive and less dependant on raw materials.

And yet several studies raise doubts about the capacity of this separation alone to radically reduce emissions: over the past 25 years, fossil fuel consumption trends roughly reflected development of the world gross domestic product. We should highlight that Europe’s CO₂ emissions rose by 2.4% in 2010. Furthermore, the massive investments necessary for such a policy are lacking. The new Stability and Growth Pact does not take green investments into account. Whereas the initial recovery plans were analyzed according to their proportion of ecological investment, in several countries current austerity plans have undermined these achievements.

Growth is not an end in itself. It may show an improvement in everyone’s quality of life, and progress that is beneficial of all. But this can only be true on certain conditions, particularly the requirement that growth must reduce inequality and strengthen social cohesion. That is what Robert Reich called the “founding pact”. It is also what Wilkinson and Pickett demonstrate when they highlight the benefits of equality for a series of health and social indicators, with figures to support their argument.

Over long periods, surveys and indicators demonstrate that for many years GDP growth has been disconnected from increased well-being in our developed societies. Over the past decades, increased added

value has principally benefited holders of capital, with the share of wages shrinking in most nations. This is a breach of the founding pact. Pursuing growth policies with no debate on these developments is a way to avoid asking difficult but essential questions.

Just like pursuing growth policies without reflecting on the nature of such growth. Facing the challenges of climate change is not a matter of focusing exclusively on real GDP growth, but also on production quality and sustainability, green investments, useful and high-quality job creation, strengthening of social protection to successfully face the transformation of our economic model while reducing inequality.

The European Union must “reinsert” the economy into a just and sustainable society, while introducing redistribution mechanisms. That would be a true long-term strategic objective for Europe. ■



Christophe Degryse



Philippe Pochet

L'Europe à l'heure de la réforme des retraites

La dolce vita à la retraite

En Italie, les mesures prises dans le cadre du plan de rigueur du gouvernement Monti ont été appréciées comme draconiennes, tant sur la plan fiscal que social.

Et elles le sont effectivement dans le domaine des retraites. Le calcul des pensions sera fondé sur l'ensemble de la carrière et non plus sur le dernier salaire perçu. L'âge de la retraite sera porté en 2012 à 66 ans pour les hommes et 62 pour les femmes (66 à partir de 2018), ces seuils étant augmenté de 6 mois pour les nombreux travailleurs indépendants de la péninsule. La durée de contribution nécessaire pour l'ouverture des droits sera portée à 42 ans et 1 mois pour les hommes et 41 ans et 1 mois pour les femmes, une décote de 3% / an est prévue en cas de départ anticipé.

Dernière olive sur la pizza : en 2012, seules les retraites inférieures à 960 euros seront indexées. ■

Les Slovènes sous pression

Le nouveau gouvernement slovène, issu des élections tenues le 4 décembre, devra également s'atteler à la réforme des retraites.

La population slovène compte 2,2 millions de personnes, dont près de 4 millions bénéficient d'une pension de retraite. Aujourd'hui, l'âge de la retraite peut être de 58 ans si la période de cotisation représente 40 ans pour les hommes et 38 pour les femmes. Pour un âge de 63 ans pour les premiers, de 61 ans pour les seconds, les conditions sont encore beaucoup plus souples (20 ans et 15 ans de cotisations).

La réforme adoptée par le parlement (fin 2010) n'a pas été appliquée. Elle présentait pour l'essentiel un recul de l'âge de départ à 65 ans pour au moins 15 années de cotisations. En effet, un référendum à rejeté à 72% d'hostilité, l'adoption de cette nouvelle loi. Le projet soumis au vote comptait 431 articles ! Bon courage pour cette charmante république slave et alpine. ■

La Commission s'attaque à la retraite des fonctionnaires européens

Dans la lignée de son livre vert sur les retraites, la Commission a proposé de réformer les retraites des fonctionnaires européens. Un nouvel âge de départ à la retraite sera appliqué aux fonctionnaires recrutés à partir du 1er mai 2013.

Pour la plupart des employés, il s'agira de travailler environ un an de plus, jusqu'à 65 ans. En ce qui concerne la pré-retraite, elle sera toujours possible mais limitée et l'âge passera de 55 à 58 ans.

Cependant, la Commission propose des transitions spécifiques pendant 6 ans pour les préretraites. En ce qui concerne le calcul des retraites, aucun changement n'est à signaler : il sera calculé sur la base du dernier salaire. ■

Le Livre blanc sur les retraites : tout est plus tard

L'ipse avait apporté sa contribution, en s'associant aussi avec ses partenaires intéressés, à la consultation de la Commission européenne, le Livre vert, publié le 7 juillet 2010, en vue de l'établissement du livre blanc sur les retraites.

Nous avons (voir Folio et Folio@ il de l'été 2010) insisté sur l'efficacité des systèmes solidaires basés sur la technique de la répartition, tout en soulignant la nécessité de prendre en compte les questions posées par les évolutions démographiques. Nous insistions toutefois sur l'objectif d'un meilleur taux d'activité, donc de l'em-

ploi, comme condition première à la « soutenabilité » de tout systèmes de pensions, y compris basé sur la capitalisation.

Ce sujet des retraites est, rappelons-le, de la compétence de chaque Etat, puisque relevant du domaine social qui reste attaché à la souveraineté nationale. Toutefois, force est de reconnaître que, répondant aux vœux répétés de la Commission Barroso, le recul de l'âge de départ à la retraite est bien une obsession que l'on retrouve dans chaque plan d'austérité actuellement imposée dans le cadre de la quête de l'équilibre budgétaire.

Le livre blanc, dont l'objectif est de guider les réformes souhaitées par la Commission européenne, fait actuellement l'objet de débats au sein des institutions européennes, notamment au Parlement européen où de nombreux parlementaires insistent sur une meilleure prise en compte de sujets tels les départs anticipés, la mobilité des travailleurs, l'extension des systèmes conventionnels mis en place par les partenaires sociaux...

Le doute est permis sur l'adoption de ce Livre blanc sous la présidence polonaise de l'Union qui s'achève fin décembre. ■

Europe in the Age of Pension Reform

Ciao to la dolce vita

In Italy, the measures included in the Monti government's austerity plan have been called economically and socially draconian.

This description is indeed accurate when it comes to retirement. Pensions will be calculated based on workers' entire careers rather than the last salary earned. In 2012, the retirement age will be increased to 66 for men and 62 for women (rising to 66 as of 2018), with six months added to these thresholds for the peninsula's many independent workers. The contribution period necessary for entitlements will be increased to 42 years and one month for men and 41 years and one month for women. Early



retirement will result in a reduction of 3% per year.

The cherry on the tiramisu: only pensions under €960 will be indexed. ■

Slovenia under pressure

The new Slovenian government, which came to power in the December 4 elections, will also have to tackle pension reform.

Slovenia's population is 2.2 million, including nearly 400,000 retirees receiving a pension. Today the retirement age can be as low as 58, with a 40-year contribution period for men and a 38-year period for women. For men and women retiring at 63 and 61 respectively, conditions are even more flexible: 20 and 15 years of contributions.

The reform bill adopted by Parliament in late 2010 was not implemented. Its main feature was an increase in the retirement age to 65, with at least 15

years of contributions. The new law was rejected by 72% of the population in a referendum. The proposed bill included 431 articles! Good luck to this charming Slavic Alpine republic. ■

The Commission tackles European civil service pensions

In line with its Green Paper on pensions, the Commission has proposed a reform of European civil service pensions.

A new retirement age will apply for civil servants hired after May 1, 2013. Most employees will have to work approximately one year longer, until the age of 65. Early retirement will still be possible, although it will be limited, and the age will increase from 55 to 58. However, the Commission proposes specific transitions over six years for early retirement. As for the system of calculating pensions, there will be no change: they will be calculated based on the last salary. ■

The White Paper on pensions: everything is for later

IPSE joined with concerned partners to offer its contribution to the Green Paper, the European Commission consultation published on July 7, in view of establishing the White Paper on pensions.

We stressed the efficiency of pay-as-you-go systems based on solidarity (see the summer 2010 Folio and FolioM@il), while highlighting the need to address concerns arising from demographic changes. We nonetheless emphasized that the sustainability of any pension

system, including funded schemes, can only be assured by a better rate of activity, thus greater employment.

Pensions are an aspect of social issues. This remains an element of national sovereignty so they are within the purview of individual states. We must nevertheless recognize that the Barroso Commission's frequent entreaties have made increasing the retirement age an obsession. It is an aspect of every austerity plan currently implemented in the quest for balanced budgets.

The White Paper aims to guide the reforms advocated by the European Commission. It is currently under debate in European institutions, particularly the European Parliament, where a number of members call for greater consideration of subjects such as early retirement, worker mobility, extension of supplementary pension plans established by social partners, etc.

There is some doubt as to adoption of the White Paper under the Polish presidency, which ends in December. ■

Jan Kulakowski, un vrai militant de l'Europe

Par Jean-Pierre Bobichon, ancien fonctionnaire européen



Notre ami, Jan Kulakowski est décédé le 25 juin dernier à l'âge de 81 ans. L'ipse a eu la chance de le connaître, le côtoyer et collaborer avec lui.

Ancien Secrétaire général de la Confédération Mondiale du Travail - CMT -, dissoute en 2006 pour fusionner avec la Confédération Internationale des Syndicats Libres -CISL- pour créer la Confédération Syndicale Internationale -CSI-, à 14 ans il participe au soulèvement de Varsovie. Après la seconde guerre mondiale, il s'enfuit vers la Belgique où il décrocha un doctorat à l'Université de Louvain en 1953.

De sa Belgique d'adoption et de militantisme, il apporta son total soutien à la naissance de Solidarnosc en 1980.

De 1998 à 2001, il devint le premier Ambassadeur de Pologne auprès des institutions européennes, dans cette responsabilité il dirigea les premières discussions avec l'Union européenne pour préparer l'adhésion de la Pologne.

De 2004 à 2009, il fut Parlementaire européen.

Ses obsèques se sont déroulés à Varsovie le 1er juillet, jour du début de la présidence tournante de l'Union européenne assurée pour la première fois par la Pologne. Belle coïncidence pour ce grand Européen polonais.

Lors de ses obsèques, Tadeusz Mazowiecki, le premier Premier ministre de la République de Pologne démocratique a prononcé un bel et émouvant

hommage à son ami qu'il considérait « comme un frère ». 48 années d'amitié !!

C'est en 1963 que T. Mazowiecki a fait la connaissance de J. Kulakowski.

« J'ai atterri à Bruxelles dans un état de très grande fatigue ne sachant pas jusqu'au dernier moment si je recevrais mon passeport. Une fois à l'hôtel, J. Kulakowski, est venu me voir et il m'a proposé de boire ensemble un verre de whisky. C'est ainsi que nous avons fait connaissance.

« C'était le temps du pontificat du pape Jean XXIII. Mais aussi le temps de la guerre au Congo et de la décolonisation. C'est sous ces deux signes que s'est déroulée notre rencontre. Bien entendu, nous avons aussi discuté des affaires polonaises.

Aujourd'hui encore je n'arrive pas à m'expliquer ce qui a pu faire que dès les premiers instants de notre discussion, c'était comme si nous nous connaissions depuis toujours. » Poursuit T. Mazowiecki...

... et encore... « Le Tiers Monde tenait une place particulière dans la vie de Jan. Il a voyagé dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, il comprenait leurs problèmes et leurs difficultés, il y avait des collègues syndicalistes et des amis. Mais sa relation aux personnes à la couleur de peau différente de la nôtre avait un caractère profond. Il ne tolérait pas et ne supportait pas le sentiment de supériorité de l'homme blanc qui parfois, même si c'est inconscient, existe chez nous. »...

T. Mazowiecki se souvient que « pendant de nombreuses années, Jan a avant tout été un syndicaliste »... Un vrai. Un

homme de trempe et de convictions.

« ...La rencontre avec le milieu syndical international m'a énormément apporté et c'est à Jan que je la dois.

Août 1980, les grèves aux Chantiers navals de Gdansk, et ensuite les temps tumultueux de Solidarnosc n'ont pas laissé Jan sur le bord de la route »

L'année 1989 a changé la carte de l'histoire polonaise et l'histoire personnelle de Jan Kulakowski aussi.

T. Mazowiecki insiste sur « nos premières discussions officielles à Bruxelles aux Communautés européennes chez Jacques Delors, qui dirigeait alors la Commission et que Jan connaissait depuis longtemps. C'est sous l'influence de Jan qu'est née l'idée d'un accord d'association qui mènerait vers l'adhésion. Pour lui, comme il le soulignait souvent, après Robert Schuman, c'était le retour de la Pologne à la place qui lui revenait aux tous débuts de l'Union. Jan était un Européen de grande conviction. Il ne craignait pas que la polonité se noie dans l'Europe et il était persuadé que c'était le bon chemin pour la Pologne. »

En terminant ces paroles profondes le jour de l'ultime adieu, T. Mazowiecki se souvient : « Que ce soit dans son action européenne ou polonaise il y a toujours eu le souci de rapprocher les gens. Il les rapprochait par son honnêteté et par ses idées mais aussi par son sens de l'humour et sa capacité à prendre la mesure des choses. »

Allez salut, Jan et merci pour tout !!!... ■



Jan Kulakowski (right) with the former European Commission president Jacques Delors in 1990.

Jan Kulakowski, a true militant for Europe

Republic of Poland, delivered a beautiful and heartfelt eulogy for his friend, whom he considered to be “like a brother”—48 years of friendship!!

T. Mazowiecki first met J. Kulakowski in 1963.

“I arrived in Brussels exhausted. I did not know until the last minute if I would get my passport. Once I arrived at the hotel, J. Kulakowski came to see me and invited me for a glass of whisky. That is how we met.”

“It was during the pontificate of John XXIII. But it was also the time of decolonization and the war in the Congo. These are the subjects that brought us together. Of course we also talked about events in Poland.

I still cannot explain it, but right from the beginning of our conversation it seemed as if we had always known each other,” says T. Mazowiecki.

He continues, “The Third World had a special place in Jan’s life. He traveled in many African and Asian countries. He understood their problems and difficulties. He had trade unionist friends and colleagues there. He had a very deep connection with people of a different skin color. He could not abide the feeling of superiority that the white man sometimes has, even if it is unconscious.”

T. Mazowiecki remembers that “for many years, Jan was first and foremost a union activist.” A genuine militant. A man of leadership and convictions.

“...My contact with the international labor movement had a tremendous impact on me, and I owe it all to Jan.

Jan was profoundly moved by the

strikes at the Gdansk shipyards in August 1980, and he had a role to play in the tumultuous times of Solidarnosc.”

1989 changed the course of Polish history, as well as a Jan Kulakowski’s personal path.

T. Mazowiecki highlights “our first official discussions at the Commission of the European Communities with Jacques Delors, who headed the Commission and whom Jan had known for a long time. It was thanks to Jan’s influence that an association agreement was concluded, which led to Polish accession. Like Robert Schuman, he often insisted that this represented Poland’s return to its rightful place at the creation of the Union. Jan was a staunch European. He had no fear that Polish identity would be diluted by Europe, and he was convinced that it was the right path for Poland.”

To conclude these profound words on the day of his final farewell to his close friend, T. Mazowiecki remembers: “Whether it was in his work for Poland or for Europe, Jan always tried to bring people together, through his honesty and his ideas, but also through his sense of humor and his insight.”

Farewell Jan and thank you for everything!!! ■



By Jean-Pierre Bobichon,
former European civil servant

Our friend Jan Kulakowski passed away on June 25 at the age of 81. IPSE was lucky enough to have known him and worked alongside him.

Jan Kulakowski was a former Secretary General of the World Confederation of Labor (WCL), which was dissolved in 2006 to merge with the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU) creating the International Trade Union Confederation (ITUC). At 14, he took part in the Warsaw uprising. After the Second World War, he fled to Belgium, where he earned a doctorate from the University of Leuven in 1953.

From his adopted and militant Belgium, he virulently supported the founding of Solidarnosc in 1980.

From 1998 to 2001, he was Poland’s first Ambassador to the European Community. In this capacity, he led the initial discussions with the European Union to prepare Polish accession.

He was a Member of the European Parliament from 2004 to 2009.

His funeral took place in Warsaw on July 1, the day Poland first assumed the rotating presidency of the European Union, a fitting coincidence for this great Polish European.

At his funeral, Tadeusz Mazowiecki, the first Prime Minister of a democratic

La CES pour un protocole social

Dans sa communication adressée au Conseil Européen de décembre, la Confédération européenne des syndicats (CES) juge que la priorité n'est pas au changement de traité, les textes actuels suffisent à l'apport de solutions constructives. Bernadette Ségol et Ignacio Fernandez Toxo, respectivement secrétaire général et président de la CES, plaident pour une action d'envergure de la Banque centrale européenne, une aide mutuelle sous forme d'euro-obligations, une taxe sur les transactions financières. Un appel est lancé pour un protocole social européen qui permettrait une autre perspective que la seule austérité aux populations européennes. ■

The ETUC demand a Social Progress Protocol

In its Communication to the European Council in December, the European Trade Union Confederation (ETUC) considers that the priority is not to change the Treaty, the current texts are sufficient for the provision of constructive solutions. Bernadette Ségol and Ignacio Fernandez Toxo, respectively Secretary General and President of the ETUC, argue for a major action of the European Central Bank, a mutual aid in the form of Eurobonds, a tax on financial transactions. There is a call for a European social progress protocol that would allow a different perspective than the only austerity plans to European populations. ■

L'OCDE ne serait plus la grande muette du social

L'OCDE, sis château de la Muette à Paris, a présenté, le 5 décembre 2011, un rapport qui tend à reconsidérer la position de cette institution, jugée à juste titre comme généralement proche d'une orthodoxie plutôt libérale.

Dans leur rapport « Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent », les experts de l'OCDE constatent que le revenu moyen des 10 % les plus riches représente aujourd'hui environ neuf fois celui des 10% les plus pauvres dans la zone OCDE.

« Le contrat social commence à se lézarder dans de nombreux pays » constate le rapport, « le dispositif de protection sociale a perdu de son efficacité dans la réduction des inégalités [...] depuis

ces 15 dernières années ». Les experts entendent plaider également pour une répartition plus équitable de la charge fiscale, source d'inégalités présentées comme flagrantes.

Le rapport présente des situations nationales contrastées, les Etats où il y a des transferts sociaux importants par une protection sociale solidaire et où la régulation existe s'en sortent mieux à la fois sur le plan économique que sur le plan social. ■



The OECD would not be silent on social issues anymore

The OECD, located Château de la Muette in Paris, presented December 5, 2011, a report which leads to reconsider the position of this institution, rightly considered to be generally close to a rather liberal orthodoxy. In the report "Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising", the OECD experts note that the average income of the richest 10% is now about nine times that of the poorest 10% across the OECD.

"The social contract is starting to unra-

vel in many countries" says the report, «the benefit system in most countries has become less effective in reducing inequalities over the past 15 years». Experts also intend to argue for a fairer share of tax burden, which is a source of inequality.

The report presents contrasted national situations, the states where there are regulation and significant social transfers by a social protection based on solidarity are doing better in both economically and socially. ■

Dans le sud de l'Italie, un village déserté reprend vie en accueillant des migrants

Depuis 1998, Riace, un petit village de la Calabre, est devenu une « ville d'accueil » pour les immigrés.

Suite à l'exode, ce village se dépeuplait considérablement. Le Maire explique : « Les gens s'en allait, l'école avait fermé, les services de base commençaient à manquer. On se demandait à quoi bon programmer encore des travaux publics et en même temps tenir en vie le bourg qui se vidait. Or, avec ces nouveaux arrivés, l'espoir pouvait renaître ».



Riace : cité d'accueil

Riace: host town

« La vente et l'achat de voix sont des crimes »

L'ipse a une relation de travail ancienne et forte avec l'Etat balkanique qu'est la Bulgarie. Aussi participer à dénoncer des scandales fourbus contre la démocratie ne relève pas de la dénonciation, mais bien au contraire d'un soutien apporté à nos amis bulgares (présents à notre conseil d'orientation).

En effet, scandale il y a lorsque – ce fut le cas lors des élections de cet automne – une part non négligeable de l'électorat s'avoue susceptible d'accepter de voter en fonction d'un pécule, dérisoire en Europe occidentale, mais appréciable lorsque le salaire minimum est de 110 euros. Cette manne est versée à la demande de candidats en recherche d'un mandat favorable à leur propre « business ». Cette élection leur permet en effet d'accéder à des fonds nationaux et européens.

L'enquête d'Open society, fondation de Georges Soros, révèle que 30 à 40% des bulgares interrogés accepteraient d'être payés, ne croyant de toute façon plus aux projets des partis en lice. Ainsi à Plovdiv, magnifique cité, l'« intermédiaire » électoral a pu gagner des voix de Roms pour 30 livres (soit la contrevalence de 5 euros) pour un candidat leur promettant leur extermination. ■

A deserted village in southern Italy back to life by welcoming migrants

Since 1998, Riace, a small village in Calabria, has become a « host town » for immigrants.

Following the exodus, the village was significantly depopulated. The Mayor says: « People were leaving, the school had closed, basic services were beginning to fail. We wondered why to continue to program public works and at the same time keep alive the town that was emptying out. But hope is re-born with these new arrivals ».

Now the refugees, pending the definition of their status, are putting their time to participate in workshops (sewing, woodwork, glasswork ...). Some have even decided to create their own businesses. An association care of housing and goods in the form of local currency circulate freely in the village.

Six thousand refugees have passed through Riace over the years and today over 200 of them have chosen to be new citizens. ■



Prix Lux 2011 *Les neiges du Kilimandjaro*

Robert Guédiguian a quitté, très provisoirement, sa cité phocéenne pour rejoindre la capitale alsacienne où le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, lui a remis, en plein hémicycle, le prix Lux 2011, d'une valeur de 90.000 euros, en vue du sous-titrage de son œuvre remarquable et remarquable dans les 23 langues officielles de l'Union européenne.

Ce film est à la fois un questionnement sur les injustices, un plaidoyer pour la bonté et l'écoute de l'autre, mais aussi une remise en cause des combats syndicaux et politiques. ■

Play
your part
in the
LUXPrize
2011



LUXPrize 2011 *The Snows of Kilimandjaro*

Robert Guédiguian left very temporarily Marseille to reach the capital city of Alsace, where the President of the European Parliament, Jerzy Buzek, gave him in the chamber the Lux Prize 2011 and 90,000 euros for the subtitling of his remarkable work in the 23 official languages of the European Union.

The film is at the same time a questioning of injustice, a plea for kindness and listening to others, but also a challenge to the trade union and political struggles. ■

Musée d'histoire militaire de Dresde : une autre vision de la guerre

Le 14 octobre 2011, le musée d'histoire militaire de Dresde a rouvert ses portes avec une nouvelle façade ultramoderne, mais aussi d'importantes transformations intérieures.

Auparavant, les musées militaires étaient uniquement à la gloire de la guerre. Ici, le directeur scientifique du musée, Gorgh Pieken, a souhaité traiter la guerre de façon nouvelle en montrant la violence d'un point de vue culturel et historique tout en posant les grandes questions de l'humanité : d'où vient la violence ? Existe-t-il des guerres justes ? Le musée explore également le double rôle de la ville de Dresde : coupable et victime durant la guerre, la ville ayant été quasiment entièrement détruite par les bombardements.

Au sein du musée, les horreurs de la guerre sont mises en avant, notamment via des expériences odorantes et visuelles (odeur de putréfaction des tranchées et vidéo de la mort lente d'un chat gazé). Les horreurs orches-

trées par les interventions militaires y ont également leur place, bien qu'il soit souligné que ces interventions sont parfois nécessaires.

Ce musée amène donc à s'interroger sur la guerre, sans pour autant poser les règles d'une bonne ou d'une mauvaise guerre. En résulte un musée aussi complexe que la réalité. ■



Dresden Museum of Military History: another vision of war

On October 14, 2011, the Museum of Military History in Dresden was reopened with a new modern facade and also significant changes inside.

Previously, military museums were only for the glory of war. Here, the scientific director of the museum, Gorgh Pieken, wanted to treat the war in new ways, showing the violence from a cultural and historical perspective and asking one of the big questions of humanity: where does violence come from? Are there fair wars? The museum also explores the dual role of the city of Dresden, which was guilty and victim of the

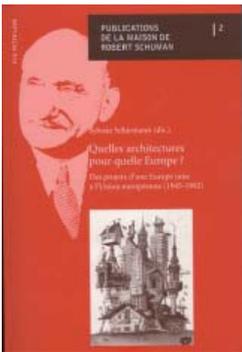
war (the city was almost completely destroyed by bombing).

The horrors of war are highlighted within the museum, particularly through visual and fragrant experiences (smell of putrefaction of trenches and video of the slow death of a gassed cat). The horrors orchestrated by military interventions are also showed, although it is stressed that these interventions are sometimes necessary.

This museum focuses war, but does not present the rules of a good or a bad war. The result is a museum as complex as the reality. ■

Quelles architectures pour quelle Europe ?

Publié sous la direction de **Sylvain Schirmann**, Directeur de l'IEP de Strasbourg P.I.E. Peter Lang - Bruxelles



C'est le titre d'un ouvrage de 342 pages dont le sous titre est par lui-même évocateur : Des projets d'une Europe unie... à l'Union européenne de 1945 à 1992. La retranscription du débat entre Jacques Delors - Ancien Président de la Commission européenne et Paul Collowald - Président de l'Association R. Schuman - qui s'est déroulé le 9 mai 2010 à la Maison natale de Robert Schuman pour marquer le 60e anniversaire de la Déclaration fondatrice de l'Union européenne d'aujourd'hui, introduit bien les quatre chapitres qui permettent au lecteur de s'approprier les évolutions de cette construction européenne jamais achevée. C'est ainsi que l'on se promène par la lecture « au temps des premières initiatives communautaires », puis « au temps de l'Europe des six », suivi de celui de « construire l'Europe au temps des crises » - tiens déjà !!! - et pour terminer sur la « relance, l'élargissement et la fin de la guerre froide.

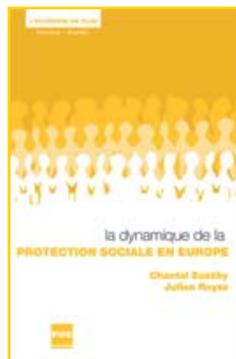
Cet ouvrage nous permet de trouver explications et analyses de plusieurs thèmes du projet européen qui restent d'actualité: paix, croissance, protection sociale, Etat de droit, affirmation des solidarités internationales.

www.peterlang.com
info@peterlang.com

La dynamique de la protection sociale en Europe

Chantal Euzeby et Julien Reysz -

Presses universitaires de Grenoble, septembre 2011



Alors que nos modèles de protection sociale en Europe, bismarckiens comme beveridgiens, sont confrontés à des problèmes financiers, d'efficacité et de légitimité, cet ouvrage s'intéresse à leur diversité. Il analyse de surcroît les grands défis à relever et leurs principales réponses, et met en perspective certaines propositions de réformes dans le but de redynamiser la protection sociale dans une logique d'investissement social et d'égalité des chances sur le cycle de la vie. Un ouvrage particulièrement clair et adapté aux étudiants en sciences sociales.

L'Union européenne face aux crises : Quelles réponses ?

Sous la direction de **Pascal Boniface et Philippe Sueur**. epte

Editions : Armand Colin, 2011



Le contenu de cette publication est issu des travaux et contributions réalisés à l'occasion d'un colloque organisé par l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS).

Abordant tout d'abord le thème de l'Europe face à la crise économique et financière, cet ouvrage affirme que les difficultés rencontrées suite à la crise ont conforté les sentiments populistes nationaux et les partis anti-européens, tout en menaçant la cohésion sociale des États européens. Les partisans d'une Europe de la Défense auraient ainsi vu dans les réductions budgétaires et dans la signature du traité franco-britannique de nouvelles sources d'inquiétude, cette initiative bilatérale sonnante, selon certains, le glas d'une communautarisation de la politique de défense. Face à ces défis, l'Union se devrait donc d'apporter des solutions.

The crisis from a microeconomic perspective

Edgar Morin

Editions Fayard 2011



This report is a grouping of articles written by authors from several Eastern Europe countries but not specifically EU-countries. The main block of articles examines how the local economy, enterprises and financial institutions of the region are coping with the crisis and what challenges they are facing. The second block of articles deals with a variety of topics from the boarder eastern European region. Example of articles: "Montenegro in the entangled world: perceiving the global crisis from a local perspective", "Private pension funds in Poland" or "Legal environment, national strategies and policies for the employment of people with disabilities".



Mutualité et paritarisme, acteurs majeurs de la solidarité pour un nouveau contrat social

Le 9^e Colloque professionnel de Iperse s'était donné comme objectif d'interpeller différents acteurs de la protection sociale solidaire ainsi que des parlementaires sur le rôle et la place de la protection sociale complémentaire solidaire. Pour ouvrir cette matinée, **André Renaudin**, directeur général du groupe AG2R La Mondiale, a souligné que ces thèmes d'actualité se devaient d'être discutés afin de contribuer à la valorisation de l'action spécifique des entreprises mutualistes et paritaires. **Alain Chenot**, président de l'Iperse, a ensuite évoqué ce qui différenciait ces dernières des compagnies d'assurance rémunératrice d'actionnaires, insistant sur la nécessité de mettre davantage en avant leur différenciation par ce qu'ils font plutôt que par ce qu'ils sont. **Dominique Boucher**, délégué général de l'Iperse, a regretté que la protection sociale, dont les effets d'amortisseur de crise furent plébiscités en 2008 et 2009, soit aujourd'hui la cible première des plans d'austérité en Europe et qu'en France, mutuelles et paritaires souffrent de nouvelles taxes indues alors qu'elle assurent déjà des financements telle la CMU complémentaire.

Philippe Frémeaux, éditorialiste de la revue Alternatives économiques, a souligné, pour sa part, que les entreprises de l'économie sociale conservaient toute leur légitimité dans le domaine de la protection sociale. Toutefois, celles-ci devaient faire face aux risques de récupération, de banalisation (par rapport aux sociétés de capitaux), d'instrumentalisation (par les pouvoirs publics) et à de nombreux défis en matière de définition et d'organisation des prestations.

Maître **Laurence Lautrette** a dans un premier temps de nouveau évoqué ce risque de banalisation et néanmoins démontré par la suite que la spécificité des acteurs de protection sociale solidaire était basée sur le long terme et la solidarité. Cette dernière valeur se justifie par trois « pieds » : la délivrance de droits non contributifs, l'action sociale et la prévention. L'action sociale, notamment, ne serait ainsi pas un « gadget » mais une véritable « action complémentaire à l'assurance complémentaire » qui doit aller chercher les poches de besoins les plus reculées.

Lors de la table ronde, **Bertrand Fragonard**, Président délégué du Haut Conseil de la Famille, a souligné que l'intérêt de l'Etat était de créer les conditions fiscales et sociales qui permettent la pérennité de contrats collectifs assurant une prise en charge complémentaire générale au bénéfice des salariés. Les deux élus **Pascal Terrasse**, député socialiste, et **Jean-Luc Prétel**, député nouveau centre, ont, au-delà de leurs divergences politiques, tout deux donné une grande importance à la question de l'organisation de l'offre de soins. Jean-Luc Prétel a notamment plaidé pour une « règle d'or sociale » (approuvé par Pascal Terrasse ... mais pas avant 2012 !), qui permettrait de voter un budget de la sécurité sociale en équilibre, et insisté sur la nécessaire responsabilisation des partenaires sociaux, notamment en termes d'équilibre des comptes, dès lors qu'ils gèrent un régime. Pascal Terrasse a, pour sa part, affirmé la nécessité de repenser les objectifs de la protection sociale, insistant sur les enjeux liés aux inégalités entre générations. Concernant les entreprises mutualistes et paritaires, il a regretté des opérations de marketing heurtant la perception positive de la non lucrativité de celles-ci. **Marcel Savoye**, secrétaire national honoraire de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, a apporté un point de vue belge sur l'évolution de structures mutualistes et paritaires qui en partie (liée au financement) ont évolué vers des formes de tripartisme, ce qui pose la question du développement d'une complémentaire autonome.

Pour conclure ce colloque, Philippe Frémeaux a rappelé que les transformations sociales qui ont accompagné nos démocraties de marché au cours du siècle dernier avaient favorisées l'autonomie des individus. Or cette autonomie, pour qu'elle bénéficie à chacun, suppose aussi de solides garanties collectives afin que notre société du « chacun son choix » ne tombe pas dans le « chacun pour soi ».

Cette matinée de débats a donc permis de confirmer l'idée que la solidarité fondée sur l'intérêt collectif doit encore rester un principe majeur de notre système de protection sociale, tant pour les régimes de base que pour les complémentaires.